

Des nouveaux heurts hier soir dans le village breton

Comment Plogoff s'organise contre le nucléaire

Plogoff (envoyé spécial)

Au fil des jours, sans jamais se départir d'une extrême vigilance ni oublier la menace de l'accident « irréparable » qui reste possible, la population de Plogoff continue de s'organiser pour ne jamais faire baisser la pression face aux gendarmes mobiles en faction devant les mairies annexes. Les rôles sont bien distribués.

Ce sont les militantes et militants du « Comité de défense contre l'implantation de la centrale » qui définissent chaque jour qui doit venir tenir tête et narguer les forces de police. Les tours sont stricts et les gardes se prennent de 9 H à 14 H. Après 7 heures, en effet, la masse des curieux afflue très vite pour assister

Après trois jours d'un face à face relativement calme, de nouveaux heurts mais sans gravité, ont opposé, hier soir à Plogoff, manifestants et gendarmes mobiles qui ont échangé des pierres et des grenades lacrymogènes. Le nouvel emplacement des mairies annexes, complètement et largement découvert, est beaucoup moins propice aux affrontements que l'ancien coïncé dans un virage entre une chapelle et une maison. Mercredi matin à l'aube, les gendarmes avaient trouvé leur parking entièrement obstrué par des pierres inondées d'huile de vidange et de coltar, le goudron utilisé par les marins pêcheurs pour enduire les coques de leur bateau. Ils ont dû travailler pendant deux heures avant de pouvoir mettre leurs camions en place. *Commentaire d'un habitant : « La guerre des nerfs continue ».*

au départ de gendarmes et participer à la « rousté » éventuelle... Mais jusqu'à 14 heures, l'improvisation n'a aucune place. Penres, Kergadalen, Lescoff, Loch, Penneac'h, chaque village de la commune sait quel est son jour.

Depuis juin 1976, le comité de défense a été la colonne vertébrale de la

résistance anti-nucléaire de Plogoff et sa réunion s'est tenue régulièrement le premier mardi de chaque mois depuis 4 ans, ne rassemblant certaines fois que les militants les plus actifs mais regroupant aussi plusieurs centaines de personnes lors des grandes occasions. Le comité de défense a prouvé à plusieurs repri-

ses la redoutable efficacité de son organisation par village, chacun doté d'un responsable toujours à même d'organiser en moins d'une demi-heure la mobilisation générale de son quartier.

Longtemps présidé par le maire de la commune, Jean-Marie Kerloc'h, le comité a maintenant mis une femme,

Annie Carval, à sa tête. Le maire se voit désormais réserver le rôle de liaison avec les autorités préfectorales, les journalistes, et les discours dans les grandes occasions.

La stricte observance des consignes d'un comité dont chacun reconnaît l'autorité n'empêche pas les habitants de Plogoff d'avoir le champ libre et de pouvoir mener à leur guise les actions qui leur semblent bonnes ; c'est ainsi que la pétition du dernier week-end a été lancée. De même, les responsables du comité ne s'embarrassent pas de savoir qui, le soir ou le matin, mettra des tonnes de gravas ou des poteaux téléphoniques à l'emplacement réservé aux mairies annexes. Entre 7 H et 8 H chaque matin, ils se contentent d'être du côté des rieurs contemplant ravis le spectacle des gendarmes armés de pelles ou de tronçonneuses et aidés d'un solide bulldozer du Génie Militaire.

Dernière structure mise en place par les habitants : le Groupement foncier agricole, dirigé par des agriculteurs des environs : « Vous savez, on n'a pas de vocation agricole, on est des marins », disent les habitants. « N'importe qui ne peut pas prendre une bergerie en main ».

Tout ceci n'empêche pas Plogoff de se démener pour sa bergerie. Jeudi, à 16 heures, la plupart des habitants seront sur le site de Feunteun Aod pour accueillir les 40 brebis offertes par le Comité local d'information nucléaire de Pontivy.

P.M.

Yann KERMOR

TOP SECRET

Le plan particulier d'intervention de Bugey sera rendu public le mois prochain

Qui préviendra les pompiers?

Grenoble (correspondant)

Après Fessenheim, la centrale de Bugey (Ain) aura dans un mois un P.P.I. (Plan particulier d'intervention et de protection des populations) diffusé auprès des habitants des départements de l'Ain et de l'Isère. C'est mardi que les conseillers généraux de ces deux départements ont eu pour la première fois accès à ce P.P.I., qui semble constituer une reproduction minutieuse de celui de Fessenheim. Cette publication intervient après plusieurs mois de débats serrés à ce sujet au sein des conseils généraux de l'Ain et de l'Isère, où les élus socialistes, en particulier, avaient réclamé une meilleure information des populations sur les risques encourus. Beaucoup de bruit pour pas grand chose, est-on tenté de dire aujourd'hui.

Les socialistes (qui dans l'Isère par exemple font campagne sur ce thème au sein d'un collectif Energie-développement, rassem-

blent ainsi le P.S.U., la C.F.D.T. et les écolos) réclamaient la publication des plans Orsec-Rad... Le commissariat à l'énergie atomique, par la voix des deux préfets concernés, leur a vite répondu que cette publication était impossible, puisque le plan Orsec-Rad comprend aussi bien les risques liés à l'atome militaire qu'au civil. En pâture, on a donc jeté aux élus ce P.P.I., théoriquement élaboré en fonction des caractéristiques propres à chaque centrale : en fait, il suffit le plus souvent de changer les noms de communes, tant semblent vagues les indications contenues dans chaque plan.

Celui-ci est divisé en trois parties selon la nature du risque envisagé : incident non-radiologique, radiologique mais se limitant au site de la centrale, enfin radiologique et touchant la campagne environnante. Mais même dans ce dernier cas (dont la possibilité, selon les experts du C.E.A., ne dépasse pas un sur un million), on a limité la zone d'irradiation possible à un rayon de dix kilomètres autour de la centrale. Par ailleurs, la catastrophe maximum envisagée n'est nullement une fracture dans le réacteur, mais seulement un éclatement dans la carapace de béton qui l'entoure...

Posés ces préalables, on ne doit guère s'étonner de la modestie des mesures envisagées. Plutôt qu'une évacuation des habitants, on leur conseillera au contraire de rester « confinés » chez eux : il est prouvé que la radio-activité diminue considérablement derrière les toitures et les fenêtres, précise sans rire le rapport. En fin de compte, l'essentiel du plan consiste surtout à énumérer les services susceptibles d'intervenir en cas d'accident : qui préviendra les pompiers, les gendarmes, les services susceptibles d'intervenir en cas d'accident : qui préviendra les pompiers, les gendarmes, les services de détection de la radio-activité ? Comme on nage en pleine

démocratie, les élus locaux sont bien entendu invités à donner leur avis. Devant un tel plan, on devine que les suggestions restent bien en deça des réels problèmes de sécurité. Publication d'une brochure de vulgarisation, obligation pour le maire de communes concernées de rester en mairie en cas d'accident, création d'une gendarmerie supplémentaire : tels ont été les premiers souhaits émis par les maires...

Un coup d'épée dans l'eau ? Fidèle à la grande tradition du secret, la préfecture de l'Ain et le C.E.A. avaient encore entouré de mystère la réunion de mardi. C'est ainsi que la presse avait été écartée de la rencontre avec les conseillers généraux. De quoi alimenter les rumeurs du type : « Ces P.P.I. nous cachent encore quelque chose »...

P.M.

Yann KERMOR

DECHETS

Le Pacific Swan est attendu ce matin

La Hague: une conduite pourrie

« Les CRS sont arrivés » : le pacifique Swan est donc attendu ce matin à Cherbourg avec des combustibles irradiés japonais destinés à La Hague où des travaux sont en cours.

Cherbourg (envoyé spécial)

La conduite n'est pas pourrie », déclarait M. Delange il y a quelques temps, en parlant de la canalisation de rejet des effluents radio-actifs de son usine. Toutefois, le directeur de l'usine de mer de La Hague ajoutait prudemment : « Si elle doit être changée, on la changera ».

Les écologistes du CCPAH (Comité contre la pollution atomique de la Hague) n'étaient pas du tout d'accord. Pas plus que la CFDT qui n'hésitait pas à demander un arrêt de l'usine pendant six mois. Aujourd'hui cette polémi-

que est dépassée. Lassés de poser des rustines sur une conduite transformée en passoire qui a déjà connu deux fuites en quelques semaines entraînant une contamination radio-active du littoral (voir libé janvier), les responsables de Cogema ont entrepris de doubler cette canalisation sur une partie de sa longueur.

« A deux ou trois kilomètres du centre, lui-même situé à 20 kilomètres de Cherbourg, le tuyau enterré dans le sol émerge sur une petite plage située dans l'Anse dite « des Moulinets » avant de plonger en mer. Mercredi après-midi pendant que les anti-nucléaires et les CRS attendaient l'arrivée du Pacific Swan, six plongeurs, leur journée terminée, barbotaient joyeusement dans l'eau glacée.

Terminant des travaux ou une reconnaissance sous-marine, je les ai vus dans leur tenue rouge vif remonter vers les bâtiments techniques de cette petite annexe de La Hague située près de la plage. Les opérations devraient durer plusieurs semaines puisqu'il faudra doubler l'actuel tuyau sur plus d'un kilomètre

tre : quelques centaines de mètres à terre et un millier de mètres en mer. Cette décision confirme s'il en était besoin, le mauvais état de ce tuyau qui débouche à 5 kilomètres au large dans une zone de fort courant favorable à une bonne dilution des poisons radio-actifs qu'il crache.

A l'usine elle-même tout est calme. Perdu dans le brouillard, un troupeau de vaches longe la double clôture et le réseau de barbelés qui ceinturent le site. Le brouillard rend le spectacle assez sinistre. Ce jeudi les portes vont sans doute s'ouvrir pour laisser passer un à des convois exceptionnels transportant les châteaux de combustibles japonais tant attendus qui vont être stockés avant d'être retraités. Ce retraitement aura lieu dans les mois qui viennent, si toutefois d'ici là la COGEMA n'est pas obligée d'arrêter le fonctionnement d'une partie de ses installations tel que l'atelier HAO pour procéder à des travaux de remise en état comme elle vient d'y être obligée pour sa canalisation de rejet en mer.

Gilles KLEIN